



**Centre Hospitalier Régional et Universitaire de Tours**

Direction du Patrimoine, du Biomédical et des Services Techniques

37044 Tours Cedex 9

<http://www.chu-tours.fr>

---

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**Marché de travaux**

**Restructuration et réaménagement de l'aile centrale du  
bâtiment A et l'aile sud du bâtiment B du Centre Hospitalier  
Louis Sevestre**

**Procédure n° 2026-CHLS-STRAV-023**

CCAP	Procédure n° 2026-CHLS-STRAV-023	Page 1/37
------	----------------------------------	-----------

## **I. TABLE DES MATIERES**

<b>II. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC</b>	<b>5</b>
ARTICLE 1. REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR	5
<b>III. CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ</b>	<b>6</b>
ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ	6
2.1. Type de marché	6
2.2 Procédure de passation	6
2.3 Forme du marché	6
2.4 Classification CPV	6
2.5. Décomposition en lots	7
2.6. Décomposition en tranches	7
2.7. Conduite d'opération	7
2.8. Maitrise d'œuvre	7
2.9. Ordonnancement, pilotage et coordination de chantier	7
2.10. Synthèse	7
2.11. Contrôle technique	8
2.12. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé	8
2.13. Coordination pour le système de sécurité incendie	8
ARTICLE 3. LIEU D'EXECUTION ET DUREE DU MARCHÉ	8
3.1. Lieu d'exécution	8
3.2. Période initiale et reconduction	8
3.3. Délai d'exécution	9
ARTICLE 4. PIÈCES CONTRACTUELLES	11
4.1. Pièces particulières	11
4.2. Pièces générales	13
4.3. Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché	14
<b>IV. PRIX ET REGLEMENTS</b>	<b>14</b>
ARTICLE 5. FORME DES PRIX	14
ARTICLE 6. CONTENU DES PRIX	14
ARTICLE 7. MODALITES DE VARIATION DES PRIX	17
7.1. Modalités de variation	17
7.2. Mois d'établissement des prix du marché	17
7.3. Choix de l'indice de référence	18
7.4. Modalités de révision de prix	18
ARTICLE 8. AVANCES	19
ARTICLE 9. RETENUE DE GARANTIE	19
ARTICLE 10. ACOMPTE, REGLEMENT DEFINITIF ET SOLDE	19
ARTICLE 11. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	20
ARTICLE 12. DELAI DE PAIEMENT	21
ARTICLE 13. TITULAIRE ETRANGER	23
ARTICLE 14. NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCE	24
<b>V. EXECUTION</b>	<b>24</b>
ARTICLE 15. ORDRES DE SERVICE	24
ARTICLE 16. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	24
16.1. Provenances des matériaux et produits	24
16.2. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	25
ARTICLE 17. RENDEZ-VOUS DE CHANTIER	25

ARTICLE 18.RESPONSABILITES	26
ARTICLE 19.IMPLANTATION DES OUVRAGES	26
ARTICLE 20.PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	26
ARTICLE 21.CONSTATATION DE L'EXECUTION	28
ARTICLE 22.EXECUTION COMPLEMENTAIRE	30
ARTICLE 23.SOUS-TRAITANCE	30
ARTICLE 24.OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE	31
24.1. Changements affectant l'entrepreneur	31
24.2. Protection de la main d'œuvre	31
ARTICLE 25.ASSURANCE	31
25.1. Police responsabilité civile	31
25.2. Garantie décennale des ouvrages de bâtiment	32
25.3. Garantie des dommages aux biens de l'entrepreneur et à ses ouvrages	32
ARTICLE 26.DISCRETION ET CONFIDENTIALITE	32
<b>VI. DIFFERENDS ET LITIGES</b>	<b>33</b>
ARTICLE 27.PENALITES	33
27.1. Pénalité pour retard d'exécution constaté sur l'avancement du calendrier d'exécution :	33
27.2. Pénalité pour retard dans la fourniture des échantillons d'appareillage et des protocoles :	33
27.3. Pénalité pour absence au rendez-vous de chantier ou fixés par le maître d'ouvrage ou le CSPS :	33
27.4. Pénalité pour retard dans la remise de documents pendant l'exécution et /ou la période de préparation et / ou la réception comprenant les DOE et DIUO :	34
27.5. Pénalité pour effectif insuffisant :	34
27.6. Pénalité pour l'arrêt d'activité du CHLS	34
27.7. Pénalité pour retard dans le nettoyage (chantier) pendant l'exécution :	34
27.8. Pénalité pour non repliement des installations de chantier et absence de remise en état des lieux :	34
27.9. Pénalité pour retard dans la levée des réserves :	34
27.10. Pénalité pour non remise des documents fournis après exécution	35
27.11. Sécurité, Hygiène et protection de la santé	35
ARTICLE 28.RESILIATION DU MARCHE	35
28.1. Motifs de résiliation	35
28.2. Indemnité de résiliation	35
ARTICLE 29.EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	36
ARTICLE 30.DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT	36
<b>VII. DEROGATIONS AU CCAG</b>	<b>36</b>

## **PREAMBULE : DEFINITION ET ORGANISATION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE**

Le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) est un dispositif prévu par la loi de Santé 2016. Il constitue un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé à l'échelle d'un territoire, chacun conservant néanmoins son autonomie juridique et financière.

Il s'agit de se coordonner autour d'une stratégie de prise en charge commune et graduée du patient, formalisée dans un projet médical partagé.

Tous les types de marchés sont traités par la fonction achat du GHT.

A ce titre, depuis le 1er janvier 2018, la fonction achat est mutualisée, faisant du GHT l'échelon pertinent pour la mise en œuvre de la politique et de l'organisation des achats des établissements parties. Ainsi, le CHRU de Tours, désigné comme établissement support, assure la responsabilité de la fonction achat pour l'ensemble des établissements constituant le GHT Touraine Val de Loire :

- le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours
- le Centre Hospitalier Intercommunal d'Amboise Château-Renault,
- le Centre Hospitalier du Chinonais,
- le Centre Hospitalier de Loches,
- le Centre Hospitalier Jean Pages de Luynes,
- le Centre Hospitalier de Sainte Maure de Touraine,
- le Centre Hospitalier Louis Sevestre de la Membrolle sur Choisille.

Le Centre Hospitalier support détient seul le pouvoir adjudicateur, il assure la passation des marchés pour le GHT, que les procédures concernent ou non l'ensemble des établissements.

En revanche, l'exécution des marchés est prise en charge par chacun des établissements parties pour ce qui le concerne (émission de commandes, vérification du service fait, paiement).

## II. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC

### Article 1. REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

**Nom du pouvoir adjudicateur :** Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours  
**Représentant du pouvoir adjudicateur :** Madame la Directrice Générale du CHRU de Tours  
**Adresse :** 37044 TOURS Cedex 9  
**Adresse internet :** <http://www.chu-tours.fr>  
**Adresse du profil d'acheteur :** <https://www.marches-publics.gouv.fr>

**Référent administratif du dossier :** Mme MOREAU Stéphanie  
**Adresse :** CHRU de Tours  
Direction du Patrimoine, du Biomédical et des Services Techniques  
37044 TOURS Cedex 9  
**Téléphone :** 02 47 47 39 78  
**Courrier électronique :** s.moreau@chu-tours.fr

**Référentes techniques du dossier :** Mme GOUPIL Emmanuelle  
CHRU de Tours  
Direction du Patrimoine, du Biomédical et des Services Techniques  
02 47 47 78 14  
[e.goupil@chu-tours.fr](mailto:e.goupil@chu-tours.fr)

Mme MADRID Victoria  
CHRU de Tours  
Direction du Patrimoine, du Biomédical et des Services Techniques  
02 47 47 47 15  
[v.madrid.raulot@chu-tours.fr](mailto:v.madrid.raulot@chu-tours.fr)

---

**Maitre d'ouvrage**

Centre Hospitalier Louis Sevestre

**Maitre d'œuvre :**

Direction du Patrimoine, du Biomédical et des Services Techniques du CHRU de Tours

**Contrôleur Technique :**

BTP Consultant

**Coordinateur SPS :**

BTP Consultant

**Coordinateur SSI :**

OMNIA

CCAP	Procédure n° 2026-CHLS-STRAV-023	Page 5/37
------	----------------------------------	-----------

### III. CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

#### Article 2. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché consiste en la restructuration et le réaménagement de l'aile centrale du bâtiment A et l'aile sud du bâtiment B du Centre Hospitalier Louis Sevestre (CHLS) concernant les lots techniques suivants :

- Lot n°4 : Plomberie - Chauffage - Ventilation
- Lot n°9 : Electricité CFO - CFA

Une partie des travaux de l'opération est réalisé par les entreprises titulaires des marchés de « travaux d'aménagement courant » soit :

- Lot n°1 : Démolition – Maçonnerie – Gros Œuvre
- Lot n°2 : Plâtrerie – Isolation – Faux Plafonds
- Lot n°5 : Menuiserie Bois
- Lot n°6 : Métallerie – Serrurerie – Stores – Fermetures
- Lot n°7 : Revêtements de sols souples – Carrelage – Faïences
- Lot n°8 : Peinture – Revêtements muraux

#### 2.1. Type de marché

Marché de fournitures : <input type="checkbox"/>	Marché de services : <input type="checkbox"/>	Marché de travaux : <input checked="" type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Autre : .....	Catégorie de service :	<input checked="" type="checkbox"/> Exécution <input type="checkbox"/> Conception réalisation

#### 2.2 Procédure de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée. Elle est soumise aux dispositions des articles R2123-1 à R2123-7 du code de la commande publique

#### 2.3 Forme du marché

Les présents marchés sont des marchés uniques.

#### 2.4 Classification CPV

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) :

- 45311200-2 Travaux d'installations électriques.
- 45331000-6 Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation.
- 45330000-9 Travaux de plomberie.

CCAP	CCAP n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 6/37
------	----------------------------	-----------

## 2.5. Décomposition en lots

La présente consultation comporte 2 lots :

N° de lot	Intitulé
4	Plomberie - Chauffage - Ventilation
9	Electricité CFO-CFA

Chaque lot donnera lieu à la conclusion d'un marché.

## 2.6. Décomposition en tranches

Le marché est décomposé en tranche désigné dans le tableau ci-dessous.

Tranche	Prestations concernées	Date d'affermissement maximum
Tranche ferme (TF)	Aile centrale du bâtiment A + désenfumage bâtiment B	A la notification des marchés
Tranche optionnelle 1 (TO1)	Aile sud du bâtiment B (hors désenfumage)	Dans les 10 mois suivant la notification du démarrage des travaux

Le retard d'affermissement ou le non-affermissement de la tranche optionnelle n'ouvre pas droit pour le titulaire à une indemnité d'attente ou de dédit.

## 2.7. Conduite d'opération

La conduite d'opération est menée par la Direction du Patrimoine, du Biomédical et des Services Techniques du CHRU de Tours.

## 2.8. Maitrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est menée par la Direction du Patrimoine, du Biomédical et des Services Techniques du CHRU de Tours.

## 2.9. Ordonnancement, pilotage et coordination de chantier

Sans objet

## 2.10. Synthèse

Sans objet

CCAP	CCAP n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 7/37
------	----------------------------	-----------

### 2.11. Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique au sens de la loi n° 83.440 du 02/06/1983 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Cette mission est confiée au contrôleur technique suivant : BTP CONSULTANT

Les missions confiées par le maître d'ouvrage au contrôleur technique sont :  
LP, LE, SEI, HAND, VIEL

### 2.12. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis à une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, prévue par la loi n° 93-1418 du 31.12.93 et définie par le décret n° 94-1159 du 26.12.94 et le décret n° 2003-68 du 24.01.03, aux fins de contribuer à prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises ou travailleurs indépendants. La mission s'exerce en phase conception, étude et élaboration du projet de l'ouvrage et en phase réalisation de l'ouvrage.

L'opération de bâtiment et/ou de génie civil est classée en catégorie 2.

Cette mission est confiée au Coordinateur C.S.P.S. suivant : BTP CONSULTANT

### 2.13. Coordination pour le système de sécurité incendie

La coordination pour le Système de Sécurité Incendie est confiée à OMNIA.

## Article 3. LIEU D'EXECUTION ET DUREE DU MARCHE

### 3.1. Lieu d'exécution

L'exécution des travaux est située à l'adresse suivante :

**CENTRE HOSPITALIER LOUIS SEVESTRE**

43 rue du Moulin Milon

37390 La Membrolle-sur-Choisille

### 3.2. Période initiale et reconduction

La durée maximum d'exécution des marchés (tranche ferme et tranche optionnelle 1) est de 21 mois comme détaillée dans l'article 3.3.

Le marché débute à compter de la date de notification de l'ordre de service prescrivant de débiter les prestations de la tranche.

CCAP	CCAP n°2026-CHLS-STRAY-023	Page 8/37
------	----------------------------	-----------



### 3.3. Délai d'exécution

#### 3.3.1. Délai d'exécution des travaux.

Les délais d'exécution des tranches de travaux courent à partir d'une date à fixer par ordre de service, et sont fixés comme suit :

Tranche	Prestations concernées	Durée
Tranche ferme (TF)	Aile centrale du bâtiment A + désenfumage bâtiment B	7 mois
Tranche optionnelle 1 (TO1)	Aile sud du bâtiment B (hors désenfumage)	11 mois

Les délais d'exécution ci-dessus comprennent la période de préparation de chantier qui est fixé à un mois par phase.

Ce délai comprend la période des congés annuels du personnel des entreprises.

#### 3.3.2. Calendrier prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution de chaque lot s'insère dans le calendrier prévisionnel d'exécution de l'opération.

#### 3.3.3. Calendrier d'exécution

Le programme d'exécution visé à l'article 28.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G. Travaux) précise notamment le calendrier d'exécution des travaux.

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le maître d'œuvre après remise du calendrier d'exécution des travaux par les entrepreneurs des différents lots, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution défini ci-avant.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages. Il indique en outre pour chacun des lots :

- La durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- La durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur.

Le délai d'exécution commence à la date d'effet de l'ordre de service de la tranche prescrivant aux entrepreneurs de commencer l'exécution des travaux leur incombant.

CCAP	CCAP n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 9/37
------	----------------------------	-----------

Le calendrier détaillé d'exécution se substituera alors au calendrier prévisionnel d'exécution joint au dossier de consultation et deviendra de ce fait contractuel. Le calendrier sera notifié par ordre de service

Au cours du chantier et après consultation des différents entrepreneurs concernés, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé ci-avant.

#### **3.3.4. Prolongation du (des) délai (s) d'exécution**

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G. travaux), le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) fixe à 10 jours le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles.

#### **3.3.5. Primes d'avance**

Il n'est pas prévu de prime d'avance en cas d'avance dans l'achèvement des travaux.

#### **3.3.6. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Conformément à l'article 18.1.1 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de travaux (C.C.A.G. Travaux), le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés sont compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, le titulaire devra dans le délai de quinze (15) jours à compter de la date de repliement des installations de chantier, avoir fini de procéder aux dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés pour le chantier.

#### **3.3.7. Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution**

Il est fait application des stipulations de l'article 40 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G. Travaux).

L'entrepreneur remet au maître d'œuvre les documents à fournir après exécution visés à l'article 40 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G.) au plus tard au prononcé de la réception.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après réception par l'entrepreneur conformément à l'article 40 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G. Travaux), la pénalité définie à l'article 27.4 du présent CCAP pourra être appliquée.

CCAP	CCAP n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 10/37
------	----------------------------	------------

#### 4.1. Pièces particulières

Le marché est régi par les pièces contractuelles suivantes :

- 1- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes pour chaque lot
- 2- Le présent Cahier des Clauses Administratives particulières (CCAP)
- 3- Les descriptifs des travaux soient :
  - Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) lot n°4 et lot 9 et les annexes suivantes :
    - Annexe 1 – lot n°4 - Liste d'équipements/matériels à poser fournis par le CHLS
    - Annexe 2 – lot n°9 - Liste d'équipements/matériels à poser fournis par le CHLS
    - Annexe 3 – lot n°4 – Fiches techniques des d'équipements/matériels
    - Annexe 4 – lot n°9 – Fiches techniques des d'équipements/matériels
  - Les descriptifs des travaux des lots n°1, 2, 5, 6, 7 et 8 du TAC
- 4- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire pour chaque lot
- 5- Le rapport initial de contrôle technique (RICT) : fourni ultérieurement
- 6- Le Cahier des Charges Fonctionnel SSI : fourni ultérieurement
- 7- Le Plan Général de Coordination (PGC) : fourni ultérieurement
- 8- Les plans

01 Etat Existant :

- EDL00 Plan Masse-Transfo
- EDL01 Plan niveau 00 - Général + Repérage des armoires électriques
- EDL02 Plan niveau 01 - Général + Repérage des armoires électriques
- EDL03 Plan des combles - Général + Repérage des armoires électriques
- EDL04 Plan niveaux -1 & -2 - Général + Repérage des armoires électriques
- EDL05 Plan niveau -1 - Local Transformateur

02 Démolitions :

- DEM01\_A Plan niveau 00 bâtiment A
- DEM02 Plan niveau 01 bâtiment A
- DEM03 Plan des combles bâtiment A
- DEM04\_A Plan niveau 00 bâtiment A & B
- DEM05 Plan niveau 01 bâtiment B
- DEM06\_A Plan niveau -1 bâtiment B
- DEM07\_A Plan niveau -2 bâtiment B
- DEM08 Plan de façade Nord bâtiment A
- DEM08 Plan de façade Sud bâtiment A

03 Projet :

- ARC00 Plan d'Installation de chantier
- ARC01\_A Plan niveau 00 bâtiment A
- ARC02\_A Plan niveau 00 Tertiaire Ferrant bâtiment A

CCAP	CCAP n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 11/37
------	----------------------------	------------

- ARC038A Plan niveau 01 Bâtiment A
- ARC04 Plan des combles bâtiment A
- ARC05\_A Plan niveau 00 bâtiment B
- ARC06 Plan niveau 01 bâtiment B
- ARC07 Plan niveau -1 bâtiment B
- ARC08\_A Plan niveau -2 bâtiment B
- ARC09-1 Coupe A longitudinale bâtiment A
- ARC09-2 Coupe B Transversale bâtiment A
- ARC09-3 Coupe C bâtiment Espace Ferrant bureaux
- ARC10 Plan niveau 00 revêtement sols bâtiments A & B
- ARC11\_A Plan niveau 00 revêtement murs bâtiments A & B
- ARC12 Plan niveau 00 revêtement plafonds bâtiments A & B
- ARC13 Plan niveau 01 revêtement sols bâtiments A & B
- ARC14\_A Plan niveau 01 revêtement murs bâtiments A & B
- ARC15 Plan niveau 01 revêtement plafonds bâtiments A & B
- ARC16 Plan niveau -1 et -2 revêtement sols bâtiment B
- ARC17\_A Plan niveau -1 et -2 revêtement murs bâtiment B
- ARC18 Plan niveau -1 et -2 revêtement plafonds bâtiment B
- ARC19 Façade NORD bâtiment A
- ARC20 Façade SUD bâtiment A

#### 04 Electricité CFO/CFA:

- ELE00 Synoptique CFO
- ELE01\_A Plan de principe Bâtiment A niveau 00
- ELE02\_A Plan de principe Bâtiment A niveau 01
- ELE03 Plan de principe Bâtiment A niveau combles
- ELE04\_A Plan de principe Bâtiment A & B niveau 00
- ELE05 Plan de principe Bâtiment B niveau 01
- ELE06 Plan de principe Bâtiment B niveaux -1 & -2

#### 05 CVC :

- CVC00 Schéma de principe Hydraulique existant
- CVC01\_A Plan de principe Bâtiment A niveau 00
- CVC02\_A Plan de principe Bâtiment A niveau 01
- CVC03\_A Plan de principe Bâtiment A & B niveau 00
- CVC04\_A Plan de principe Bâtiment B niveau 01
- CVC05\_A Plan de principe Bâtiment B niveaux -1 & -2

#### 06 Plomberie sanitaire :

- PLB00 Schéma de principe Bâtiment B
- PLB01\_A Plan de principe Bâtiment A niveau 00
- PLB02 Plan de principe Bâtiment A niveau 01
- PLB03 Plan de principe Bâtiment A & B niveau 00
- PLB04 Plan de principe Bâtiment B niveau 01

CCAP	CCAP n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 12/37
------	----------------------------	------------

- PLB05\_A Plan de principe Bâtiment B niveaux -1 & -2
- PLB06 Plan de principe Toiture Bâtiment B

07 Désenfumage :

- DES01 Plan de principe Bâtiment A niveau 00
- DES02 Plan de principe Bâtiment A niveau 01
- DES03 Plan de principe Bâtiment A niveau combles
- DES04 Plan de principe Bâtiment B niveau 00
- DES05 Plan de principe Bâtiment B niveau 01
- DES06 Plan de principe Bâtiment B niveaux -1 & -2

08 Zoning SSI :

- SSI01 Plan zoning Bâtiment A niveau 00 état existant
- SSI02 Plan zoning Bâtiment A niveau 01 état existant
- SSI03 Plan zoning Bâtiment A niveau 00 projeté
- SSI04 Plan zoning Bâtiment A niveau 01 projeté

09 DOE plans CV-Plomberie :

- PLB-CVC-DOE01 Bâtiment A Niveau 0
- PLB-CVC-DOE02 Bâtiment A Niveau 1
- PLB-CVC-DOE03 Bâtiment A COMBLE
- PLB-CVC-DOE04 Bâtiment A Niveau 0 Espace Ferrant
- PLB-CVC-DOE05 Bâtiment B Niveau -2
- PLB-CVC-DOE06 Bâtiment B Niveau -1
- PLB-CVC-DOE07 Bâtiment B Niveau 0
- PLB-CVC-DOE08 Bâtiment B Niveau 1

9- Le planning prévisionnel

10- Le mémoire technique du titulaire pour chaque lot

11- Les rapports et diagnostics sur existants

- C-DIA92-2019-30-56450 - Espace Ferrand Rapport Amiante
- C-DIA92-2019-30-56450 - indice 1 – Unité A Rapport Amiante
- C-DIA92-2019-30-56450 - indice 1 - Unité A Rapport PLOMB
- C-DIA92-2019-30-56450 - indice 1 - Unité B Rapport Amiante
- C-DIA92-2019-30-56450 - indice 1 - Unité B Rapport PLOMB

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

## 4.2. Pièces générales

Pour tout ce à quoi il n'est pas formellement dérogé dans le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.), l'entrepreneur sera soumis aux dispositions du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G. Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

CCAP	CCAP n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 13/37
------	----------------------------	------------

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini ci-après :

Le marché est régi par les documents contractuels suivants :

- Cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.T.G.) ;
- Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. Travaux) ;
- Documents techniques unifiés (D.T.U.) et cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (C.C.S. - D.T.U.).

L'entrepreneur s'engage à respecter intégralement les termes du cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et du cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) assorti des plans. Par conséquent, les clauses qui s'appliquent sont celles des pièces énumérées ci-dessus distribuées initialement au candidat, détenues en original dans ses archives par le maître d'ouvrage.

#### **4.3. Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché**

Après sa conclusion, le marché pourra être modifié par voie d'avenant ou d'acte spécial.

### **IV. PRIX ET REGLEMENTS**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants ou à l'entrepreneur mandataire, ses co-traitants et ses sous-traitants.

#### **Article 5. FORME DES PRIX**

Le marché est passé à prix forfaitaire selon la décomposition du prix global et forfaitaire par lot.

#### **Article 6. CONTENU DES PRIX**

Les prix du présent marché sont hors T.V.A..

La TVA pour ces travaux est de **10%**.

Les prix de chaque lot sont réputés comprendre, outre les dépenses afférentes à la coordination de l'exécution des prestations faisant l'objet du lot, la marge du mandataire, du titulaire ou du co-traitant auquel le lot est assigné, pour défaillance éventuelle des sous-traitants chargés de l'exécution de certaines des prestations ci-dessus.

CCAP	CCAP n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 14/37
------	----------------------------	------------

Les prix du marché sont établis en tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots cités ci-dessus.

Les prix afférents à chaque lot sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées ci-après.

Les prix du marché sont réputés comprendre les dépenses visées à l'article 9.1-du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. travaux), sauf stipulation différente du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.).

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation.

Les frais de l'exécution des trous, scellements et raccords nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché sont réputées rémunérées par les prix du présent marché conclu avec l'entrepreneur.

#### **6.1. Décomposition du prix forfaitaire**

L'offre de l'entrepreneur doit être accompagnée de la décomposition de prix forfaitaire et par phase, présentée sous la forme du D.P.G.F. joint au dossier de consultation.

#### **6.2. Documents concernant les prix à fournir au début des travaux**

Sans objet

#### **6.3. Travaux en régie**

Il n'est pas prévu de travaux en régie.

#### **6.4. Répartition des dépenses communes de chantier**

##### **6.4.1.Dépenses d'installation**

Les dépenses dont la nature est indiquée ci-après sont **à la charge de l'entrepreneur** désigné :

- Voies et réseaux divers des cantonnements (base de vie) : **lot n°1**
- Travaux de mise en œuvre des cantonnements : **lot n°1**
- Réseaux divers préalables aux travaux : **lot n°1**
- Installations nécessaires à l'accès au chantier : **lot n°1**
- Accès provisoires : **lot n°1**
- Installations nécessaires aux circulations horizontales ou verticales : **lot n°1**
- Installations de chantier : **lot n°1**
  - o panneaux de signalisation ;
  - o protections des abords de chantier ;
  - o clôtures de chantier ;
- Mise à disposition des moyens de nettoyage : **chaque lot**
- Mise en place et remplacement de bennes de gravats de chantier : **lot n°1**

CCAP	CCAP n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 15/37
------	----------------------------	------------

- Gestion des interférences avec l'environnement du chantier : **chaque lot**
- Installation électrique provisoire y compris son raccordement : **lot n°9**
- Installation et raccordement provisoire à l'AEP et aux eaux usées : **lot n°4**
- Installation électrique générale : **lot n°9**
- Délimitation et alimentation des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux : **lot 1 ou chaque lot**
- Organisation des manutentions des différents matériaux et matériels, de l'utilisation des engins de levage : **lot n°1 ou chaque lot**
- Utilisation des protections collectives nécessaires pour assurer la protection de la santé et la sécurité des personnes dans les conditions définies par la réglementation : **chaque lot**
- Mesures prises en matière d'interactions sur le site : **chaque lot**
- Investissements liés à la prévention des risques : **chaque lot**

#### 6.4.2. Dépenses d'entretien

Les dépenses dont la nature est indiquée ci-après sont à la charge de l'entrepreneur désigné :

- Entretien et maintenance des voies et réseaux divers des cantonnements (base de vie) : **lot n°1**
- Entretien et maintenance des cantonnements (base de vie) : **lot n°1**
- Entretien et maintenance des installations nécessaires à l'accès au chantier : **lot n°1**
- Entretien et maintenance des installations nécessaires aux circulations : **lot n°1**
- Entretien et maintenance des installations de chantier : **lot n°1**
- Nettoyage du chantier - nettoyage des déchets sur le chantier : **chaque lot**
- Gestion des bennes de gravats de chantier : **lot n°1**
- Enlèvement et transport des déblais stockés aux décharges publiques ou évacuation des gravats : **lot n°1**
- Entretien et maintenance de l'installation électrique provisoire : **lot n°9**
- Entretien et maintenance de l'installation électrique générale : **lot n°9**
- Entretien et maintenance Installation et raccordement provisoire à l'AEP et aux eaux usées : **lot n°4**
- Entretien et prévention des engins de manutention, de levage et de stockage : **lot n°1 ou chaque lot**
- Entretien et maintenance liés à la prévention des risques : **chaque lot**

Conformément aux stipulations de l'article 4 du descriptif des travaux du lot n°4, le nettoyage final du chantier est à la charge du titulaire **du lot n°8 (peinture)**.

Pour le nettoyage du chantier :

- chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé ;
- chaque entrepreneur a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'au lieux de stockage fixé par le maître d'œuvre ;

CCAP	CCAP n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 16/37
------	----------------------------	------------



- chaque entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées.

#### 6.4.3. Dépenses d'abonnements, de consommations, de consommables

Les frais de consommation et d'abonnement des réseaux (eau, électricité, téléphone...) sont à la charge du compte prorata (C.P.) qui est géré par le lot n°1.

#### 6.4.4. Dépenses diverses

Font l'objet d'une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'un titulaire ou d'un groupe de titulaires déterminé, les dépenses indiquées ci-après :

- dépenses dont l'imputation est prévue au compte prorata (C.P.) ;
- frais d'évacuation des gravats, en cas de litige sur la provenance des gravats ;
- frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable ;
- frais de nettoyage, de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés dans les cas suivants :
  - \* l'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert ;
  - \* les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur titulaire d'un lot déterminé ;
  - \* la responsabilité de l'auteur insolvable n'est pas couverte par un tiers.

L'entrepreneur titulaire du lot n°1 procède au règlement des dépenses correspondantes, mais il peut demander des avances aux autres titulaires. Il effectue en fin de chantier la répartition desdites dépenses entre les entrepreneurs proportionnellement aux montants des décomptes finaux de leurs marchés.

Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les titulaires lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

### Article 7. MODALITES DE VARIATION DES PRIX

#### 7.1. Modalités de variation

Les prix sont **révisables** suivant les modalités fixées ci-après.

#### 7.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres soit **mars 2026** ; ce mois est appelé « mois zéro ».

CCAP	CCAP n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 17/37
------	----------------------------	------------

### 7.3. Choix de l'indice de référence

L'indice de référence I, choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux est respectivement l'index national ci-après :

N° lot	Désignation des lots	INDICE
4	Plomberie – Chauffage - Ventilation	50% BT38 (plomberie sanitaire) +10% BT40 (chauffage centrale) +40% BT41 (ventilation et conditionnement d'air)
9	Electricité	BT47 (Electricité)

Les index sont publiés au Moniteur du Bâtiment et des Travaux Publics.

En cas de disparition de l'indice avant l'expiration de l'accord-cadre, et si un nouvel indice est publié afin de se substituer à celui actuellement en vigueur, la variation de prix se trouvera de plein droit indexé sur ce nouvel indice et le passage de l'ancien indice au nouveau s'effectuera en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire.

Dans le cas où l'indice ne peut être appliqué du fait de l'absence d'indice de remplacement, les parties conviendront de lui substituer un indice similaire choisi en accord entre elles.

### 7.4. Modalités de révision de prix

Le coefficient de révision Cn applicable pour le calcul :

- de l'acompte du mois n d'exécution des prestations ;
- de la part de l'acompte du mois n est donné par la formule :  
Lot n°4  $C_n = 0.15 + 0.85 \times (Z_1(I_n/I_0) + \dots + Z_n(I_n/I_0))$   
Lot n°9  $C_n = 0.15 + 0.85 \times (I_n/I_0)$

Selon les dispositions suivantes :

Cn : coefficient de révision.

I<sub>0</sub> : valeur prise par l'index de référence I du marché au mois zéro.

I<sub>n</sub> : valeur de l'index de référence au mois n

Z<sub>1</sub>,...Z<sub>n</sub> étant le pourcentage (%) par rapport à la partie variable.

Le coefficient sera arrondi à trois décimales et au millième supérieur.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

CCAP	CCAP n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 18/37
------	----------------------------	------------

## Article 8. AVANCES

Le taux n'excédera pas les 5% mentionnés à l'article R2191-7 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018. L'avance versée à l'entrepreneur se limite à 5% des prestations qu'il effectue personnellement.

L'avance est remboursée dans les conditions fixées par les articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

L'avance n'est versée au sous-traitant bénéficiaire du paiement direct que sur sa demande. Dans ce cas, le montant de l'avance est égal à 5 % du montant prévisionnel des sommes à payer au sous-traitant tel qu'il figure dans le marché ou dans l'acte spécial de sous-traitance.

Si l'entrepreneur qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa conclusion, il doit rembourser l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le CHRU de Tours demande **la constitution d'une garantie à première demande** portant sur la totalité du montant de l'avance.

## Article 9. RETENUE DE GARANTIE

Il est prévu une retenue de garantie qui sera prélevée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance, sous réserve de la constitution par le titulaire d'une garantie à première demande. Le taux n'excédera pas 5 % du montant initial du (des) marché(s) augmenté, le cas échéant, du montant des avenants.

Le CHRU de Tours refuse la substitution à la garantie à première demande par une caution personnelle et solidaire.

## Article 10. ACOMPTE, REGLEMENT DEFINITIF ET SOLDE

### **10.1. Décomptes mensuels**

Le montant à régler à l'occasion des acomptes sera établi au prorata de la part des travaux réalisés à la fin de chaque mois.

Les projets de décomptes mensuels seront **remis à la MOE** portant au minimum les mentions suivant les stipulations de l'article 12 du cahier des clauses administratives

CCAP	CCAP n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 19/37
------	----------------------------	------------

générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. Travaux). A la validation de la Maitrise d'œuvre, les décomptes mensuels pourront être déposés sur CHORUS.

Dans le cas des marchés passés en lots séparés, le titulaire de plusieurs lots présente des projets de décomptes mensuels distincts pour chacun des lots.

## 10.2. Décompte Général et Définitif

Le décompte général et définitif se fera par la reprise totale de la Décomposition du Prix Global et forfaitaire et des modifications détaillées en plus ou en moins apportées lors de l'exécution à la demande du Maître d'ouvrage.

Conformément à l'article 42 du CCAG travaux, le décompte général sera unique pour l'ensemble des travaux, la notification de la dernière décision de réception partielle faisant courir le délai prévu à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux.

Le décompte général et définitif est établi par l'entreprise et présenté au Maitre d'œuvre conformément aux dispositions de l'article 12.3 et 12.4 du CCAG Travaux soit :

- L'entreprise titulaire établit et transmet son décompte final au Maître d'œuvre
- Le Maitre d'œuvre établit un projet de décompte général et le transmet au Maitre d'ouvrage
- Le Maître d'ouvrage valide, rectifie et signe le projet de décompte général qui devient le décompte général
- Le maître d'ouvrage notifie au titulaire ou au mandataire du groupement le décompte général et le retourne signé, le document devient alors le décompte général et définitif.

Toutefois, en cas de réception assortie de réserves, par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire ne peut notifier au maitre d'ouvrage son projet de décompte final qu'après la levée de l'ensemble des réserves que cette levée soit opérée par le titulaire ou par un tiers mandaté par le maitre d'ouvrage dans le cadre de la mise en œuvre de l'article 41.6 du CCAG Travaux. Le point de départ du délai de 30 jours mentionné à l'article 12.3.2 du CCAG travaux est la date de levée des dernières réserves.

Il sera demandé de présenter le quitus des paiements des sous-traitants ou en cas de paiement direct, attestation du sous-traitant confirmant que ses travaux se sont limités au montant correspondant au dernier DC4.

## Article 11. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 12 du CCAG-Travaux.

La facturation est mensuelle à terme échu.

CCAP	CCAP n°2026-CHLS-STRAY-023	Page 20/37
------	----------------------------	------------

Les factures devront être adressées via le portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>), **après validation de la Maitrise d'œuvre.**

Conformément à l'article R3133-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- Date de la facture ;
- Désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Numéro du marché ;
- Code d'identification du service en charge du paiement ;
- Date d'exécution ou des travaux ;
- Désignation des prestations réalisées
- Montant net HT des prestations réalisées
- Taux et montant de la TVA
- Montant net TTC des prestations réalisées
- Montants nets totaux HT et TTC de la facture

Lors du dépôt de la facture destinée au **Centre Hospitalier Louis Sevestre** sur le portail CHORUS PRO, les éléments ci-dessous devront être pris en compte :

- **SIRET : 263 700 155 000 17**
- **CODE SERVICE (obligatoire) : sans code service**
- **N° ENGAGEMENT JURIDIQUE (obligatoire) : sans numéro d'engagement**

## Article 12. DELAI DE PAIEMENT

### 12.1. Délai global de paiement

Le délai de paiement est de 50 jours après la date à laquelle le projet de décompte est remis **par l'entrepreneur au maître d'œuvre,** ou si celle-ci lui est postérieure, la date d'exécution de la prestation.

Le paiement de l'acompte s'effectuera par virement.

CCAP	CCAP n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 21/37
------	----------------------------	------------

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différend sur les sommes dues aux titulaires. Cette suspension fait l'objet d'une notification à l'entrepreneur par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons qui, imputables à l'entrepreneur, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par l'entrepreneur de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par le maître de l'ouvrage, un nouveau délai global est ouvert : il est de 30 jours ou égal au solde restant à courir à la date de la suspension si ce solde est supérieur à 30 jours.

En cas de versement d'une avance, le délai global de paiement de celle-ci court à partir de la notification de l'ordre de service qui emporte commencement d'exécution du marché.

Il sera fait application du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 pour la suspension du délai par le comptable dans le cas particulier d'une cession ou d'un nantissement incomplet.

#### **12.2. Paiement du solde**

Le paiement du solde s'effectuera par virement dans un délai maximum de cinquante jours à compter de la date d'acceptation du décompte général et définitif.

#### **12.3. Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros, conformément à la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (titre IV) et le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les intérêts moratoires d'un montant inférieur à cinq euros ne sont pas mandatés.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

#### **12.4. Travaux modificatifs**

Il est fait application des stipulations de l'article 14 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G. Travaux) complétées par les stipulations ci-après.

CCAP	CCAP n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 22/37
------	----------------------------	------------

Pour les travaux ou ouvrages identiques, analogues ou de nature comparable à ceux prévus à la décomposition du prix global forfaitaire : les prix d'unité contenus dans les décompositions sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux.

Pour les travaux ou ouvrages de nature différente de ceux prévus D.P.G.F. : les prix nouveaux sont débattus et convenus entre les parties.

## **12.5. Augmentation ou diminution de la masse des travaux**

En dérogation aux articles 14.3 et 15.1 du CCAG Travaux, le titulaire n'a droit à aucune indemnisation du préjudice résultant de la diminution ou de l'augmentation du montant des travaux. Les articles 14.3 et 15.1 du CCAG travaux ne sont pas applicables.

## **12.6. Paiements des co-traitants et des sous-traitants**

### **12.6.1. Entreprises co-traitantes d'un groupement**

Les règlements de co-traitants d'un groupement conjoint sont subordonnés à l'établissement par le mandataire de la répartition des sommes dues entre les membres du groupement. Cette répartition sera signée du mandataire avant transmission au maître d'œuvre.

### **12.6.2. Modalités de paiement direct aux sous-traitants**

Pour les sous-traitants, le titulaire joint au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

## **Article 13. TITULAIRE ETRANGER**

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

CCAP	CCAP n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 23/37
------	----------------------------	------------

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

#### Article 14. NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCE

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il en informe le **CHRU de Tours** par courrier ou par mail. L'acheteur lui communiquera une copie de l'original du marché, signée par le représentant du pouvoir adjudicateur et revêtue de la mention indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir la créance résultant du marché.

Conformément à l'article R2191-46 du Code de la commande publique, le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou donner en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

### V. EXECUTION

#### Article 15. ORDRES DE SERVICE

En complément de l'article 3.8 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. Travaux), il est précisé que les ordres de service sont établis et signés par le maître d'œuvre (CHRU de Tours) qui les remet au maître d'ouvrage (CHLS) pour visa avant qu'ils soient adressés à l'entrepreneur.

#### Article 16. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

##### 16.1. Provenances des matériaux et produits

Le cahier des clauses techniques particulières ([C.C.T.P.](#)) fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces

CCAP	CCAP n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 24/37
------	----------------------------	------------



## **16.2. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. travaux) et du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.T.G.) concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Le Maître d'Œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés par des prix débattus et convenus entre les parties ;
- S'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître d'ouvrage.

### **Article 17. RENDEZ-VOUS DE CHANTIER**

Il est fait application des stipulations de l'article 3.9 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G.), complétées par les stipulations ci-après.

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre. A titre indicatif, la fréquence sera au minimum hebdomadaire.

La personne physique qui représente éventuellement l'entrepreneur au rendez-vous de chantier doit être suffisamment qualifiée pour prendre sans retard les décisions nécessaires.

En cas d'absence non justifiée au rendez-vous de chantier, une pénalité définie à l'article 27.3 du présent CCAP pourra être appliquée à l'entrepreneur.

En cas de retard non justifié d'une durée supérieure à trente minutes au rendez-vous de chantier, une pénalité définie à l'article 27.3 du présent CCAP pourra être appliquée à l'entrepreneur.

CCAP	CCAP n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 25/37
------	----------------------------	------------

## Article 18. RESPONSABILITES

L'entrepreneur demeure responsable des dommages commis par son personnel lors de ses interventions dans les locaux du maître d'ouvrage.

L'entrepreneur est responsable du transport de ses produits et il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination.

## Article 19. IMPLANTATION DES OUVRAGES

Les stipulations relatives aux implantations extérieures et intérieures sont fixées par le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

Les entrepreneurs ont la charge, et supportent les frais correspondants à l'implantation des ouvrages à exécuter dans le cadre de leurs marchés.

## Article 20. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

### 20.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

La période de préparation (commune à tous les marchés) est incluse dans le délai d'exécution de la tranche, celle-ci a une durée de 1 mois. Elle court à partir d'une date à fixer par ordre de service de début de travaux de la tranche.

Au cours de cette période, l'entrepreneur devra établir et présenter au visa du maître d'œuvre le programme d'exécution des travaux, accompagné :

- du projet des installations de chantier ;
- des ouvrages provisoires ;
- ainsi que toutes les pièces demandées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

Par dérogation à l'article 28-2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G.), le délai, dont dispose l'entrepreneur pour soumettre le programme d'exécution des travaux au visa du maître d'œuvre, est de 10 (dix) jours à compter du jour à partir duquel court la période de préparation.

Au cours de cette période, l'entrepreneur devra établir et remettre au maître d'œuvre les plans d'exécution, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G.) et stipulées ci-après.

CCAP	CCAP n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 26/37
------	----------------------------	------------

Au cours de cette période, l'entrepreneur devra remettre au coordonnateur le plan particulier de sécurité et de protection de la santé.

## **20.2. Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail**

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entrepreneur et soumis, avec les notes de calcul correspondantes, à l'approbation du bureau de contrôle, du coordonnateur pour le système de sécurité incendie (coordonnateur S.S.I.), et du maître d'œuvre. Le maître d'œuvre doit les retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 8 (huit) jours après leur réception.

L'entrepreneur ne peut pas commencer l'exécution d'un ouvrage s'il n'a pas reçu l'approbation ou le visa du maître d'œuvre.

La fourniture des plans d'exécution, notes de calcul et études de détail est effectuée dans les conditions du cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.).

Des stipulations complémentaires relatives aux plans d'exécution sont précisées au cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.), notamment le nombre des documents concernés à fournir.

## **20.3. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

### **20.3.1. Proportion d'ouvriers étrangers**

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier ne doit pas dépasser celle admise par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

### **20.3.2. Proportion d'ouvriers d'aptitudes physiques restreintes**

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10% (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10% (dix pour cent).

## **20.4. Organisation, sécurité et hygiène des chantiers**

Aucun collège interentreprises de sécurité, de santé, et des conditions de travail n'est prévu.

Toutefois, le chantier est soumis à :

- L'obligation d'établir un plan général de coordination de sécurité et de protection de la santé.
- L'obligation d'établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé.

CCAP	CCAP n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 27/37
------	----------------------------	------------

## **20.5. Condition d'exécution des chantiers**

Il est exposé dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) le contexte particulier du chantier.

L'entrepreneur devra prendre toutes les précautions nécessaires pendant les travaux en vue de la prévention de l'Aspergillose Invasive Nosocomiale.

L'entrepreneur devra respecter les mesures préventives fixées par le C.L.I.N. (Comité de Lutte contre les infections Nosocomiales), fonctions du risque aspergillaire.

## **Article 21. CONSTATATION DE L'EXECUTION**

### **21.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

#### **21.1.1. Essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus**

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.T.G.) ou du cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) seront assurés si nécessaire par un bureau de contrôle technique agréé, choisi par le maître d'ouvrage.

Les dispositions de l'article 24.4 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. Travaux), relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits sont applicables à ces essais et contrôles.

#### **21.1.2. Essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché**

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils sont rémunérés par des prix débattus et convenus entre les parties ;
- S'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le maître d'ouvrage.

### **21.2. Réception**

La réception des ouvrages ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies au cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

Conformément aux dispositions de l'article 42.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.), il y aura une réception

CCAP	CCAP n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 28/37
------	----------------------------	------------

partielle pour chaque tranche de travaux. La dernière réception partielle prononcera la fin de l'opération.

Par dérogation à l'article 41.1 à 41.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.) :

- la réception a lieu lorsque les travaux ont été achevés pour l'ensemble des lots ;
- chaque entrepreneur avise à la fois le représentant du pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux relatifs au marché dont il est titulaire ont été achevés ou le seront.

Le maître d'œuvre aura à sa charge de provoquer les opérations de réception lorsque l'ensemble des travaux sera achevé. Postérieurement à cette action, la procédure de réception se déroule simultanément pour tous les lots considérés, comme il est stipulé à l'article 41 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux.

### **21.3. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages :**

Le découpage par tranche de travaux implique des réceptions partielles et des mises à disposition des locaux au fur et à mesure de l'avancement du chantier selon le principe du planning joint à la consultation.

### **21.4. Documents fournis après exécution**

Il est fait application des stipulations de l'article 40 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G. Travaux), modifiées et complétées par les stipulations ci-après.

Les plans et autres documents à remettre par l'entrepreneur au maître d'œuvre comme indiqué ci-dessus seront présentés en 1 exemplaire papier + 1 exemplaire sur clé USB.

Des stipulations complémentaires relatives aux documents à fournir après exécution figurent au cahier des clauses techniques particulière (C.C.T.P.).

### **21.5. Garantie**

#### **21.5.1. Délais de garantie**

Les garanties contractuelles sont définies à l'article 44 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. Travaux).

Le délai de garantie peut être prolongé dans les conditions de l'article 44.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. Travaux) par décision du maître d'ouvrage jusqu'à exécution complète des travaux et prestations relatives à chaque marché.

CCAP	CCAP n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 29/37
------	----------------------------	------------

### 21.5.2. Garanties particulières

Sans objet

#### Article 22. EXECUTION COMPLEMENTAIRE

Conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique, un marché pourra être passé pour la réalisation des prestations complémentaires ou similaires à celles du présent marché.

#### Article 23. SOUS-TRAITANCE

L'entrepreneur peut présenter son ou ses sous-traitants au maître d'ouvrage, en cours d'exécution du marché.

En complément des dispositions de l'article 3.6 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. Travaux) en vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, l'entrepreneur fait parvenir par lettre recommandée au CHRU de Tours ou par mail auprès de l'acheteuse, la déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics et ses capacités professionnelles et financières de celui-ci.

Cette demande d'agrément accompagnée des pièces citées ci-dessus doivent parvenir au maître d'ouvrage dans un délai d'au moins 21 (vingt et un) jours précédent le démarrage de son intervention.

L'entrepreneur établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial (DC4) signé par les trois parties (Titulaire, sous-traitant et maître d'ouvrage).

Les modalités de paiement direct aux sous-traitants sont précisées ci-après.

Les sous-traitants de second rang ne sont autorisés que dans le respect des conditions prévues à l'article 3.6.2 du CCAG Travaux.

Les sous-traitants de troisième rang et suivants ne sont pas souhaités.

CCAP	CCAP n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 30/37
------	----------------------------	------------

## Article 24. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

### 24.1. Changements affectant l'entrepreneur

En complément de l'article 3.4.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. Travaux), il est précisé que l'entrepreneur s'engage à informer le maître d'ouvrage de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- son adresse ou son siège social ;
- le capital social de l'entreprise ;
- la cession d'une ou de différentes activités ;
- l'acquisition d'une nouvelle activité ;
- son adresse bancaire ;

et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise, et lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle remise de projet de décompte.

Le paiement des acomptes sera suspendu tant que le maître d'ouvrage ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant.

### 24.2. Protection de la main d'œuvre

L'entrepreneur se doit de respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail dans l'entreprise.

Il est responsable du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

## Article 25. ASSURANCE

### 25.1. Police responsabilité civile

L'entrepreneur doit contracter des assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommage causé pendant la construction ou après réception des travaux par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution.

CCAP	CCAP n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 31/37
------	----------------------------	------------

Par dérogation à l'article 8.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. Travaux), l'entrepreneur doit justifier de l'étendue des garanties souscrites.

Cette garantie est d'au moins :

- 1 500 000 (un million cinq cent mille) euros par sinistre pour les dommages matériels, du même montant minimum pour les dommages immatériels consécutifs ou non ;
- et de 9 000 000 (neuf millions) euros par sinistre pour les dommages corporels.

L'entrepreneur s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le maître d'ouvrage en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du présent marché.

## **25.2. Garantie décennale des ouvrages de bâtiment**

L'entrepreneur doit contracter une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 2270 du code civil, selon les dispositions conformes à la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction et au titre de la garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables du bâtiment résultant des principes de l'article 1792.3 du code civil.

## **25.3. Garantie des dommages aux biens de l'entrepreneur et à ses ouvrages**

L'entrepreneur est tenu de souscrire à ses frais toute assurance nécessaire pour garantir les vols, dégradations, pertes, destructions et dommages de toute nature survenant à ses matériels, stockés sur le chantier et déjà mis en œuvre, engins de chantier et installation de tout ordre qui lui sont nécessaires pour la réalisation du marché.

## **Article 26. DISCRETION ET CONFIDENTIALITE**

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il a accès dans le cadre du présent marché. Il s'engage à faire respecter cette obligation à l'ensemble de son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, **le marché pourra être résilié pour faute.**

CCAP	CCAP n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 32/37
------	----------------------------	------------



## VI. DIFFERENDS ET LITIGES

### Article 27. PENALITES

Les pénalités décrites dans cet article seront appliquées pendant toute la durée du chantier sous le vocable « retenue provisoires ou provisions sur pénalités » ; elles deviendront définitives à la notification du Décompte Général et Définitif par le Maître d'ouvrage.

Par dérogation, l'article 19.2.1 du CCAG Travaux : aucun seuil d'exonération de pénalités ne sera appliqué.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'ouvrage.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, les pénalités et retenues sont réparties entre les cotraitants conformément aux indications données par le mandataire.

Dans l'attente de ces indications, les pénalités et retenues sont retenues en totalité au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du maître de l'ouvrage à l'égard des autres membres du groupement.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, il n'y a pas de montant maximum de pénalité.

#### **27.1. Pénalité pour retard d'exécution constaté sur l'avancement du calendrier d'exécution :**

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, en cas de retard sur le délai global porté à l'article 3.2 du CCAP, l'entrepreneur subira, par jour de retard, du seul fait du constat du retard, **une pénalité de 200 € HT par jour calendaire.**

#### **27.2. Pénalité pour retard dans la fourniture des échantillons d'appareillage et des protocoles :**

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, en cas de dépassement du délai porté sur le calendrier de remise des échantillons diffusé lors de la préparation de chantier pour la fourniture des échantillons d'appareillage et de prototypes, l'entrepreneur subira, par jour de retard, du seul fait du constat du retard, **une pénalité de 200 € HT par jour calendaire.**

#### **27.3. Pénalité pour absence au rendez-vous de chantier ou fixés par le maître d'ouvrage ou le CSPS :**

En cas d'absence non excusée par le maître d'œuvre de l'entreprise ou de l'un de ses sous-traitants conviés à un rendez-vous de chantier ou à une réunion, l'entreprise encourt, sans mise en demeure préalable, **une pénalité forfaitaire de 100 € HT.**

CCAP	CCAP n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 33/37
------	----------------------------	------------

Tout retard en réunion de chantier supérieur à 30 minutes sera considéré comme une absence.

**27.4. Pénalité pour retard dans la remise de documents pendant l'exécution et /ou la période de préparation et / ou la réception comprenant les DOE et DIUO :**

Tout retard dans la remise de documents (plan, note de calcul, pièces écrites, attestations d'assurances, devis, etc ...) dont l'établissement est dû par l'entrepreneur dans le cadre de ses obligations contractuelles ou consécutivement à la demande expresse du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, du coordonnateur SPS ou du contrôleur technique, entrainera **par jour calendaire l'application immédiate d'une pénalité de 100 € HT.**

**27.5. Pénalité pour effectif insuffisant :**

Si en cours de chantier, l'effectif s'avérait insuffisant, l'entrepreneur s'étant engagé à maintenir sur le chantier le personnel nécessaire à la bonne exécution des travaux, il sera appliqué **une pénalité de 200 € HT par jour ouvrable** et ce jusqu'au jour où le nombre d'ouvriers sera redevenu satisfaisant sur le chantier.

**27.6. Pénalité pour l'arrêt d'activité du CHLS**

Tout arrêt d'activité du CHLS causé par l'entreprise entrainera l'application immédiate **d'une pénalité de 200 € HT par jour ouvrable.**

**27.7. Pénalité pour retard dans le nettoyage (chantier) pendant l'exécution :**

En cas de non –respect des prescriptions du CCAP, du PGC ou [du CCTP](#) concernant le nettoyage des locaux et du chantier, des voies privées et publiques et des voies d'accès du chantier, et sans qu'il soit besoin de mise en demeure préalable, il sera appliqué **une pénalité de 100 € HT par jour calendaire** de défaut de nettoyage.

**27.8. Pénalité pour non repliement des installations de chantier et absence de remise en état des lieux :**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupées par le chantier sont inclus dans le délai d'exécution comme il est stipulé à l'article 18.1.1 du CCAG Travaux.

En cas de non remise en état des lieux par l'entrepreneur, et après mise en demeure sans effet, l'entrepreneur sera passible **d'une pénalité forfaitaire de 200 € HT par jour calendaire.**

**27.9. Pénalité pour retard dans la levée des réserves :**

En cas de non-respect du délai de levée des réserves notifié sur le Procès-Verbal de réception de travaux par le Maître d'Ouvrage, le titulaire encourt, après mise en demeure préalable de 15 jours laissée sans effet, l'exécution des travaux défectueux et/ou non

CCAP	CCAP n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 34/37
------	----------------------------	------------

achevés par une tierce entreprise mandatée par le maître d'ouvrage dans le cadre de la mise en œuvre de l'article 41.6 du CCAG Travaux.

Tout retard dans la levée des réserves par l'entrepreneur entraînera par jour calendaire l'application immédiate d'une pénalité équivalente au seul fait de constat du retard **une pénalité de 300 € HT par jour calendaire**, sauf si ce retard est dû à un cas de force majeure et s'arrêter le jour de la date d'effet de la mise en demeure.

#### **27.10. Pénalité pour non remise des documents fournis après exécution**

Les plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire conformément à l'article 40 du CCAG Travaux doivent être remis au maître d'œuvre au plus tard à la date de réception des travaux. Les retards liés à la non-fourniture du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) sont pénalisables avec **une pénalité de 200 € HT par jour de retard**.

#### **27.11. Sécurité, Hygiène et protection de la santé**

En cas de non-respect des délais et des exigences fixées à l'article 4.6.5 ou des consignes données par le CSPS ou encore de ses obligations (selon code du travail et PGCSPS), le titulaire encourt **une pénalité fixée à 200 € HT par jour calendaire**, sans mise en demeure préalable.

De même en cas de non-respect des règles d'hygiène et de sécurité, **la pénalité sera de 500 € HT par infraction**

Si ces non-respects impliquent un arrêt de chantier préconisé par le coordonnateur SPS, le retard de travaux induit sera calculé et imputé au titulaire sans possibilité de demande d'indemnité.

### **Article 28. RESILIATION DU MARCHE**

#### **28.1. Motifs de résiliation**

Le CHRU de Tours peut mettre fin à l'exécution des marchés à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 49 et 50 du CCAG-Travaux

#### **28.2. Indemnité de résiliation**

La résiliation prononcée en application des articles 50.1 à 50.3 du CCAG-Travaux n'ouvrent pas droit à indemnité.

La résiliation prononcée en application de l'article 50.4 du CCAG-Travaux ouvre droit à une indemnité de résiliation obtenue en appliquant au montant initial HT du marché (soit la tranche ferme et de la tranche optionnelle n°1 si elle a été affermée), diminué du montant HT non révisé des prestations réalisées de la tranche ferme et de la tranche optionnelle

CCAP	CCAP n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 35/37
------	----------------------------	------------

n°1 si elle a été affermie, un pourcentage fixé à 2 %, par dérogation à l'article 50.4 du CCAG Travaux.

Le décompte de résiliation est arrêté par le pouvoir adjudicateur et notifié au(x) titulaire(s) dans les conditions fixées à l'article 51.2 du CCAG-Travaux.

Le retard d'affermissement ou le non-affermissement de la tranche optionnelle 1 n'ouvre pas droit pour le titulaire à une indemnité d'attente ou de dédit.

#### Article 29. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En cas de résiliation aux torts du titulaire, ou dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus aux marchés ou sur le bon de commande, le CHRU de Tours pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

#### Article 30. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Le Tribunal Administratif d'Orléans est seul compétent pour régler les litiges nés de l'exécution du présent marché.

### VII. DEROGATIONS AU CCAG

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services :

Article du CCAP	Article du CCAG auquel il est dérogé	Objet
10.2	12.3.2	Modification du DGD
12.5	14.3 et 15.1	Augmentation et diminution de la masse des travaux

CCAP	CCAP n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 36/37
------	----------------------------	------------

Article du CCAP	Article du CCAG auquel il est dérogé	Objet
20.1	28.2	Période de préparation
21.2	41.1 et 41.3	Réception
25.1	8.1	Etendue des garanties
27	19.2.1 et 19.2.2	Pénalités
27.1	19.2.3	Pénalités
27.2	19.2.3	Pénalités
28.2	50.4	Indemnité de résiliation